

Zeitschrift:	Revue économique franco-suisse
Herausgeber:	Chambre de commerce suisse en France
Band:	24 (1944)
Heft:	3
Artikel:	Situation des Suisses habitant la France à l'égard des impôts directs en France
Autor:	Société fiduciaire juridique et fiscale
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-888785

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Conseil d'Administration a fait droit à notre requête et, à fin d'exercice, les intéressés étaient informés du changement intervenu.

Cette nouvelle répartition nous permet de bénéficier de l'apport de 86 Adhérents, tant actifs qu'associés, ce qui porte l'effectif total à 396.

FINANCES

Nous terminons l'exercice avec un excédent de recettes de 6.000 francs environ, ce qui correspond, à peu de chose près, aux prévisions budgétaires. A signaler la réception d'un versement effectué par un de nos Collègues, qui préfère garder l'anonymat, d'une cotisation supplémentaire de 20.000 francs. Cette somme, qui a été bloquée — hors comptabilité — en un compte spécial est destinée à couvrir un éventuel déficit qui pourrait être enregistré au cours d'un exercice prochain. Nous renouvelons ici, à ce Membre bienfaiteur, toute notre reconnaissance.

ACTIVITÉ GÉNÉRALE

La première tâche que nous nous sommes imposée c'est de prendre contact avec les organismes intéressés pour envisager la possibilité de reprendre l'exportation en Suisse, jadis très importante, de certains outillages et fournitures d'horlogerie provenant de notre région.

Bien que plusieurs de ces affaires se trouvent encore en cours d'examen, nous constatons que nos efforts n'ont pas donné, jusqu'ici, les résultats escomptés. Nous nous sommes heurtés à de multiples difficultés : manque de matières premières, pénurie de main-d'œuvre, prix trop élevés, qualité parfois insuffisante, formalités administratives trop longues et compliquées; enfin, de la part de la Suisse, protection de sa production nationale.

Les relations avec notre Siège ont pu être maintenues étroitement par des prises de contact directes et fréquentes, soit par notre Président qui représente notre Section au Conseil d'Administration, soit par les visites qui nous ont été faites à Besançon par notre Secrétaire Général, M. de Pury et M. Boitel, Chef des Services Commerciaux. De plus, notre Secrétaire a été convoqué à Paris à deux reprises, en juin et décembre, en même temps que ses Collègues de Lyon et de Marseille, afin d'étudier en commun une collaboration plus étroite entre le Secrétariat Général et les Secrétariats des Sections.

CONCLUSION

Nous ne voudrions pas terminer sans manifester notre reconnaissance à nos Adhérents et surtout à nos amis français qui, en dépit des temps difficiles que nous traversons, nous ont accordé leur appui moral et matériel.

Nous espérons vivement que cette année 1944 nous apportera enfin la paix, une paix féconde et durable à laquelle nous aspirons tous et permettra une reprise normale et même accrue des relations économiques franco-suisses, souhaitée par les deux pays, dont l'amitié ne s'est jamais démentie au cours de ces quatre années de guerre.

Qu'il nous soit permis également de former des vœux pour l'avenir de notre jeune Section, au développement de laquelle nous continuerons de consacrer tous nos efforts.

Besançon, le 25 février 1944.

Chambre de Commerce Suisse en France,
Section de l'Est.

Le Président :
H. PERRENOUD.

SITUATION DES SUISSES HABITANT LA FRANCE A L'ÉGARD DES IMPOTS DIRECTS EN FRANCE

Les impôts directs qui sont régis par la Convention franco-suisse comprennent :

- les impôts céduaires, auxquels sont assimilés la contribution foncière et la taxe sur le revenu des valeurs mobilières bien que cette dernière relève de l'Administration de l'Enregistrement,
- l'impôt général sur le revenu.

I. — Les impôts céduaires frappent :

- a) les bénéfices industriels et commerciaux qui sont imposables dans l'Etat où est situé l'établissement **stable** auquel se rattachent les bénéfices;
- b) les bénéfices agricoles qui sont imposables dans l'Etat où les biens sont situés;
- c) les traitements et salaires qui sont imposables dans l'Etat où s'exerce l'**activité**, exception faite pour les frontaliers qui sont imposables au lieu de leur domicile et les pensions et rentes viagères qui sont imposables dans l'Etat où le bénéficiaire a son domicile;
- d) les bénéfices des professions non commerciales qui sont imposables dans l'Etat où les intéressés possèdent leur installation **permanente** pour l'exercice de leur activité et dans l'Etat où le bénéficiaire a son domicile, s'il s'agit de droits d'auteur, de produits de brevets.

La contribution foncière s'applique aux revenus des biens immobiliers qui sont imposables dans l'Etat où les biens sont situés.

La taxe sur le revenu des valeurs mobilières est perçue, en principe, par voie de retenue à la source.

II. — L'impôt général sur le revenu s'applique à l'ensemble des revenus énumérés ci-dessus.

A l'égard de cet impôt, une distinction est établie entre les Suisses domiciliés en France et ceux n'y ayant qu'une ou plusieurs résidences.

A) Les Suisses domiciliés en France, c'est-à-dire ayant en France le centre de leurs intérêts ou le lieu de leur séjour principal, depuis plus de cinq ans, sont imposables sur les revenus de toute nature, à l'exclusion :

- a) des revenus de source étrangère à raison desquels les intéressés pourront justifier avoir été soumis à un impôt personnel sur le revenu global en Suisse;
- b) des revenus de biens immobiliers, d'exploitation, d'établissements stables, de professions ou d'activités sis ou exercés en Suisse;
- c) des tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations d'administrateur provenant de sociétés par actions, ayant leur siège en Suisse.

B) Les Suisses n'ayant pas leur domicile réel en France, mais y possédant une ou plusieurs résidences, sont imposables sur un revenu fixé forfaitairement à cinq fois la valeur locative de la ou des résidences en France, jusqu'à concurrence de la moitié du revenu global de l'intéressé, ou sur les revenus de source française, lorsque leur total est supérieur au revenu calculé forfaitairement.

Taux des impôts céduaires

Pour le calcul des impôts céduaires, toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 100 francs, est négligée.

Bénéfices industriels et commerciaux. — Pour les particuliers et les associés en nom collectif, l'impôt ne porte que sur la fraction de bénéfice net qui excède 5.000 francs. Pour ces mêmes contribuables, la fraction comprise entre 5.000 francs et 10.000 francs, n'est comptée que pour moitié.

Le taux de l'impôt est fixé à 24 p. 100.

Les artisans sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires.

Bénéfices agricoles. — L'impôt ne porte que sur la fraction qui excède 5.000 francs. La fraction comprise entre 5.000 francs et 10.000 francs n'est comptée que pour moitié. Le taux de l'impôt est fixé à 21 p. 100.

Traitements et salaires. Pensions et rentes viagères. — L'impôt ne porte que sur la fraction du revenu net annuel qui excède 10.000 francs. La fraction comprise entre 10.000 francs et 20.000 francs n'est comptée que pour les trois quarts.

Le taux de l'impôt est de 16 p. 100.

Bénéfice des professions non commerciales. — L'impôt ne porte que sur la fraction du revenu dépassant 10.000 fr. Le taux de l'impôt est de 21 p. 100.

Impôt foncier. — Le taux de l'impôt est de 16 p. 100 (part de l'Etat) auquel s'ajoutent les centimes départementaux et communaux et la taxe de solidarité agricole.

Taxe sur les valeurs mobilières. — Le taux de l'impôt est de 30 p. 100, sauf les tantièmes et jetons de présence des administrateurs (35 p. 100), d'une façon générale, les valeurs étrangères non abonnées (41 p. 100) et quelques autres exceptions.

Réductions pour charges de famille

Pour les bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices des professions non commerciales :

- 10 p. 100 pour chacun des deux premiers enfants,
- 30 p. 100 pour chaque enfant à partir du troisième.

Pour les traitements et salaires :

- a) salaire net ne dépassant pas 15.000 francs : 50 p. 100 par enfant à charge,
- b) salaire net compris entre 15.000 francs et 20.000 fr., 20 p. 100 pour chacun des deux premiers enfants et 60 p. 100 pour chaque enfant à partir du troisième,
- c) salaire net compris entre 20.000 francs et 40.000 fr., 15 p. 100 pour chacun des deux premiers enfants et 45 p. 100 pour chaque enfant à partir du troisième,
- d) salaire supérieur à 40.000 francs : 10 p. 100 pour chacun des deux premiers et 30 p. 100 par enfant à partir du troisième.

Sont considérés comme étant à la charge du contribuable et à condition qu'ils ne possèdent pas de revenus distincts de ceux compris dans la déclaration du chef de famille :

- les enfants, s'ils sont âgés de moins de 21 ans ou s'ils sont infirmes,
- les enfants recueillis à son propre foyer, âgés de moins de 21 ans ou s'ils sont infirmes.

Le montant total des réductions pour chaque impôt ne peut excéder 2.000 francs pour chacun des deux premiers enfants, 3.000 francs pour le troisième, 4.000 francs pour le

quatrième et ainsi de suite en augmentant le montant de la réduction de 1.000 francs par enfant à charge au delà du quatrième.

Calcul de l'impôt général

Les contribuables mariés ont droit, sur le revenu annuel, à une déduction de 7.000 francs et à raison des enfants à charge à des déductions réglées comme suit :

- 7.000 francs pour le premier enfant,
- 10.000 francs pour le second,
- 15.000 francs pour le troisième,
- 20.000 francs pour le quatrième et chacun des suivants.

Toute fraction de revenu inférieure à 1.000 francs est négligée. L'impôt est calculé en tenant pour nulle la fraction du revenu imposable qui n'excède pas 20.000 francs et en comptant pour 4/100 la fraction comprise entre 20.000 fr. et 30.000 francs; pour 6/100 la fraction comprise entre 30.000 francs et 40.000 francs et ainsi de suite en augmentant de 2/100 par tranche de 10.000 francs, jusqu'à 60.000 fr.; de 4/100 par tranche de 10.000 francs, jusqu'à 80.000 fr.; de 6/100 par tranche de 10.000 francs, jusqu'à 100.000 fr.; de 5/100 par tranche de 20.000 francs, jusqu'à 200.000 fr. et de 5/100 par tranche de 25.000 francs jusqu'à 400.000 fr.; la fraction du revenu excédant 400.000 francs, est comptée intégralement.

Il est fait application au chiffre ainsi obtenu du taux de 70 p. 100.

De plus, les contribuables soumis à l'impôt général sur le revenu qui sont célibataires, divorcés ou veufs et qui n'ont pas d'enfant ainsi que les contribuables mariés depuis plus de deux ans et qui n'ont pas d'enfant sont assujettis à une taxe de compensation familiale calculée d'après leur revenu taxable et d'après un barème fractionnaire et progressif.

Déclarations

Les Suisses ayant leur domicile réel en France, et possibles, à ce titre, de l'impôt général, sont tenus de déclarer, chaque année, tous leurs revenus, y compris ceux de leurs avoirs à l'étranger, sans avoir toutefois à fournir l'indication détaillée de la nature et de la valeur des biens mobiliers et immobiliers qu'ils possèdent hors de France.

Il est à remarquer qu'aux termes de l'article 67 du Code fiscal des valeurs mobilières, la déclaration visée à l'article précédent doit comprendre les dividendes, intérêts, arrérages, etc... des titres ou valeurs mobilières étrangères. L'impôt sur les coupons, payé en Suisse, n'étant pas un impôt direct, visé par la Convention franco-suisse du 20 décembre 1937, ces revenus sont possibles, en France — si leur bénéficiaire n'est pas assujetti, de leur chef, à l'impôt personnel dans son pays d'origine — de la taxe sur les valeurs mobilières au taux de 41 p. 100 et de l'impôt général, suivant le taux indiqué plus haut.

Société fiduciaire, juridique et fiscale.

AVIS

Si vous avez à demander des renseignements au Secrétariat Général, prenez rendez-vous par téléphone. Vous éviterez ainsi toute perte de temps.